



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**

Distr.
RESTREINTE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/38/20
22 octobre 2002



FRANÇAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

COMITE EXECUTIF
DU FONDS MULTILATERAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTREAL
Trente-huitième réunion
Rome, 20-22 novembre 2002

**AMENDEMENTS DE LA BANQUE MONDIALE A SON PROGRAMME DE TRAVAIL
POUR L'ANNEE 2002**

COMMENTAIRES ET RECOMMANDATIONS DU SECRÉTARIAT DU FONDS

1. La Banque mondiale demande l'accord du Comité exécutif pour le montant de 796 550 \$US au titre d'amendements à son Programme de travail 2002 dont les coûts de soutien d'agence s'élevant à 103 552 \$US.

2. L'activité proposée dans les amendements au Programme de travail 2002 de la Banque mondiale est décrite au tableau ci-dessous:

Table 1: Amendements de la Banque mondiale à son programme de travail pour l'année 2002

Pays	Activité/Projet	PAO tonnes	Montant demandé (en US \$)	Montant recommandé (en US \$)
I. Renforcement des institutions				
Chili	Prorogation des institutions: phase 5	15.42	186 550	186,550
II. Production				
Chine	Fonds de préparation du projet de plan de fermeture de la production de CTC et de TCA		360 000	Report
Inde	Fonds de préparation du projet de plan de fermeture de la production de CTC		250 000	Report
Sous-total:			796 550	186,550
Coûts d'appui d'agence:			103 552	24,252
Total:			900 102	210,802

I. Renforcement des institutions

Chili: Prorogation des institutions: phase 5 (186,550 US \$)

Description du projet

3. La description du projet de renforcement des institutions, du pays indiqué plus haut, est présentée à l'Annexe I du présent document.

Recommandation du Secrétariat du Fonds

4. Le Secrétariat du Fonds recommande une approbation globale du projet mentionné plus haut au niveau de financement indiqué au Tableau 1. Le Comité exécutif pourrait également envisager de faire part des points de vue suivants au Gouvernement du Chili:

5. Le Comité exécutif a examiné l'information fournie dans le projet de renforcement des institutions du Chili. Le Comité exécutif note, avec appréciation, que le Chili a pu soutenir l'élimination de la consommation de CFC et pourra réduire par 50 pour cent la consommation de CFC en 2005, et satisfaire la condition d'élimination du bromure de méthyle en 2002. Dans sa communication, le Chili a annoncé une série d'initiatives qu'il avait engagées lors de la phase précédente de son projet de renforcement des institutions, à savoir: la formulation et la présentation du cadre réglementaire, d'élimination des PAO, au Ministre secrétaire général à la

Présidence de la république; la facilitation de l'élaboration du plan de gestion des frigorigènes ; un projet d'investissement sur le bromure de méthyle pour les arbres fruitiers ; un projet d'investissement en vue de l'élimination de l'utilisation des CFC dans le sous-secteur de la stérilisation; et la supervision de la mise en œuvre des projets approuvés. Le Comité exécutif prend, également, note des efforts consentis par l'Unité Ozone en vue d'obtenir l'approbation, par le Parlement, du cadre réglementaire proposé pour les PAO et de son intention d'appliquer ce nouveau cadre. Ces activités, et d'autres proposées pour la phase suivante du projet de renforcement des institutions, sont encourageantes et, le Comité exécutif attend que le Chili poursuive, dans les deux années à venir, ses progrès dans le traitement des questions liées aux PAO et réussisse à atteindre les seuils de réduction de la consommation de PAO fixés par le Protocole de Montréal.

II. Production

- (a) Chine: Elaboration des plans de fermeture de la production de CTC et de TCA (360,000 \$US)
- (b) Inde: Elaboration de plan de fermeture de la production de CTC (250,000 \$US)

Observations du Secrétariat

6. Selon la procédure suivie actuellement par le Comité exécutif pour l'approbation du financement de la préparation des projets dans le secteur de la production de PAO, le financement ne sera approuvé qu'une fois l'analyse technique achevée.

7. La procédure d'appel d'offres vient d'être terminée et un cabinet d'experts conseils vient d'être sélectionné, chargé d'entreprendre les analyses techniques pour l'Inde et la Chine. Le contrat d'analyse technique pour l'Inde vient d'être conclu. Le Secrétariat attend de la Chine qu'elle communique ses données sur la ventilation de la production de CTC entre charge d'alimentation et autres usages avant de confier le contrat d'analyse technique pour ce qui concerne la Chine.

8. Les coûts estimés de la préparation du projet semblent élevés, compte tenu du fait que le coût des analyses techniques pour les quatre usines indiennes productrices de CTC, de 14 usines productrices de CTC et de quatre usines productrices de TCA en Chine, s'élève à quelques 65 000 \$US et 150 000 \$US, respectivement.

Recommandations du Secrétariat

9. Le cabinet d'experts conseils compte terminer les deux analyses techniques dans un délai de trois mois et ses rapports devraient être remis suffisamment à l'avance pour qu'ils soient présentés à la 39^{ème} Réunion du Comité exécutif. Aussi, le Secrétariat recommande-t-il à la Banque mondiale de soumettre, de nouveau, ces demandes de préparation de projet à la 39^{ème} Réunion, en mars 2003, en proposant des coûts sensiblement inférieurs à ceux proposés à la présente réunion.

Annexe I

PROPOSITION DE PROJET DE RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS

Chili: Prorogation des institutions

Résumé du projet et Profil du pays	
Agence d'exécution	Banque mondiale
Montant approuvé initialement	
Phase I: Jui. 1992 (\$US)	215 200
Phase II: Oct. 1996 (\$US)	128 255
Phase III: Jui. 1998 (\$US)	162 155
Phase IV: Déc 2000 (\$US)	162 155
Montant demandé pour le renouvellement (\$US):	186 550
Date d'approbation du programme du pays	Juin 1992
Consommation de PAO signalée dans le pays de programme (1989), (tonnes PAO)	1 055,1
Consommation plus récente de PAO (2001) (tonnes PAO)*	776,2
Consommation de base (1995-1997) (tonnes PAO de CFC)	828,7
Montant approuvé (\$US)	10 401 659
Montant versé (à décembre 2001) (\$US):	5 398 352
PAO à éliminer (tonnes PAO)	935,5
PAO éliminés (à décembre 2001) (tonnes PAO)	128,1

* Dont 298,7 tonnes PAO de BM.

1. Les activités ci-dessous ont été approuvées et financées par le Comité exécutif:

		<u>US \$</u>
(a)	Préparation du programme du pays	121 166
(b)	Préparation du projet	873 947
(c)	Formation	1 514 934
(d)	Assistance technique	402 643
(e)	Démonstration	878 637
(f)	Projets d'investissement	5 942 566
	Total:	9 733 893

Rapport périodique

2. Le rapport périodique cite les principales réalisations suivantes: demande d'approbation d'un cadre réglementaire pour l'élimination des PAO; poursuite de la mise en œuvre du plan de gestion des frigorigènes, du projet des agents de stérilisation et l'élimination du bromure de méthyle dans la replantation des arbres fruitiers, achèvement d'un projet de démonstration et organisation de trois séminaires de formation sur les alternatives au bromure de méthyle; contrôle de la conformité par le biais de visites à quinze entreprises industrielles; tenue de deux enchères; et contrôle des projets déjà réalisés. En outre, une étude sur la consommation de CFC dans les secteurs des mousses et de la réfrigération commerciale a été faite. Cette étude a abouti à l'ajustement du système d'enchères. A la lumière de l'expérience qu'il a acquis ces dernières

années, le Chili a pris note de l'importance de l'approbation et de l'application d'un cadre réglementaire qui, s'il n'est pas mis en œuvre bientôt, pourrait menacer les résultats du système d'enchères; et La Comisión Nacional del Medio Ambiente (CONAMA) a pris des mesures à l'effet d'améliorer sa structure administrative.

3. L'Unité nationale ozone, CONAMA, dirigée par le Directeur exécutif et qui est sous la tutelle du Ministre secrétaire général à la présidence, prend ses instructions du Conseil des ministres – chose qui permet la coordination intersectorielle. Cette Unité est chargée de promouvoir le processus de développement environnemental durable et coordonner les actions et stratégies formulées par le Gouvernement dans le domaine de l'environnement. CONAMA travaille avec plusieurs ministères et coordonne les activités du secteur public telles que la mise en œuvre des accords, conventions et traités environnementaux internationaux. Elle travaille également avec le secteur privé, les écoles de commerce et les associations, dans les activités entreprises par le secteur privé.

Plan d'action

4. Le plan d'action pour la prochaine période prévoit: la poursuite de la mise en oeuvre des projets PGF et agents de stérilisation; la concentration des efforts en vue du respect de l'élimination du bromure de méthyle par la coordination avec les autorités compétentes en vue de mettre en place d'une politique nationale d'élimination du bromure de méthyle et la réalisation de quelques projets d'investissement; la poursuite de l'utilisation d'outils de marché, comme la modification du système d'enchères, pour proposer des projets parapluie aux PME-PMI; la poursuite de son programme permanent de contrôle des projets achevés; la communication de données aux Secrétariats du Fonds multilatéral et de l'Ozone; et notamment, l'approbation, par le Parlement national, d'un cadre réglementaire et l'entrée en vigueur de la législation par le biais de la CONAMA.
